

FATALI KHAN KHOYSKI

Un des pères fondateurs de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (ADR)

La fin du XIXe siècle et le début du XXe ont été marqués par un processus d'éveil national du peuple azerbaïdjanais. La majorité des figures publiques et intellectuelles ayant contribué à ce mouvement étaient diplômées des principales universités de Russie et d'Europe, et s'étaient engagées dès leurs études dans une activité sociale active, de la création d'associations régionales à la publication de journaux et à la mise en scène de pièces de théâtre, etc. De plus, beaucoup d'entre elles avaient reçu une éducation religieuse de base, si bien que leur formation supérieure occidentale, dans une certaine mesure, s'est superposée à leur éducation primaire orientale, formant un subtil cocktail de conscience nationale et de pensée européenne.

Fatali Khan Khoyski [1875-1920] termina d'abord ses études dans un lycée d'enseignement général, avant de poursuivre à la faculté de droit de l'Université de Moscou. **Son environnement natal, la ville d'Elisavetpol¹, avec ses traditions d'éducation, de philanthropie et d'attachement aux idéaux nationaux, a joué un rôle important dans la formation de ses opinions politiques, tout comme l'attitude discriminatoire des autorités envers les peuples non-chrétiens et, plus généralement, non-russes**, une réalité à laquelle il fut régulièrement confronté dans l'exercice de sa profession, notamment dans les tribunaux d'Elisavetpol, de Koutaïssi², de Tiflis³ et de Iekaterinodar⁴. Toutefois, le chapitre particulièrement significatif de sa biographie reste son activité en tant que député de la deuxième Douma d'État.

La biographie politique de Fatali Khan Khoyski peut, grosso modo, se diviser **en deux périodes : celle d'avant le début du mouvement de libération nationale, et celle durant ce mouvement.**



Fatali Khan Khoyski, 1905

La première période inclut **sa participation à la Douma**. Bien qu'il y ait siégé peu de temps, cet épisode fut d'une grande importance, servant de fondement à sa future carrière politique. Son expérience et sa formation de juriste lui furent d'ailleurs très utiles à la tribune parlementaire. S'opposant fermement à la politique de colonisation et de discrimination du gouvernement, **Khoyski fut autorisé, à peine deux semaines après avoir reçu son mandat de député, à faire des déclarations au nom du groupe musulman** (1, p. 79). Le 2 avril 1907, lors de son premier grand discours à la Douma, il souligna que les musulmans, qui constituaient « plus de 20 millions de la population de l'Empire russe », attendaient eux aussi avec impatience la résolution de la question agraire. En dénonçant l'essence de la politique migratoire du gouvernement, il expliqua qu'elle visait à la russification des peuples non-russes. Il demanda, au nom de la fraction musulmane, la suspension des réinstallations jusqu'à la résolution complète de la question foncière, insista sur l'importance cruciale de la gestion de l'eau « dans l'Est du Caucase et au Turkestan », et souligna la nécessité d'élargir les terres pour les éleveurs (1, p. 81-85).

Le 29 mai de la même année, soit quatre jours avant la dissolution de la deuxième Douma, Khoyski critiqua sévèrement le projet de loi sur la réorganisation des tribunaux locaux. Il s'opposa avec des arguments solides à l'article interdisant l'élection des juges de paix dans les périphéries de l'Empire, sous prétexte de l'absence d'organes d'autogestion. Il fut parmi les 173 députés qui signèrent un projet de loi demandant l'abolition des lois discriminatoires fondées sur l'origine nationale ou religieuse (2, p. 2 ; p. 24).

Après la dissolution de la Douma, Fatali Khan Khoyski poursuivit sa carrière de juriste. Il travailla d'abord au tribunal de district d'Elisavetpol, puis fut élu juré à la chambre judiciaire de Tiflis. En 1913, il devint juré au tribunal municipal de Bakou. Grâce à sa position civique affirmée et à sa participation active à la vie publique de la ville, il acquit rapidement une grande autorité. Ce n'est pas un hasard si, **en 1917, bien qu'il ne fût membre d'aucun parti, il fut élu au comité exécutif provisoire du Conseil national musulman de Bakou et joua un rôle actif dans l'organisation et la gestion du Congrès musulman du Caucase à Bakou**. Un fait marquant dans la carrière de Khoyski est son élection **à la présidence de la Douma de la ville de Bakou, avec plus de 10 000 voix du bloc musulman**. Sous son autorité, la Douma de la ville de Bakou devint le

Timbre-poste de la République d'Azerbaïdjan émis à la mémoire de Fatali Khan Khoyski

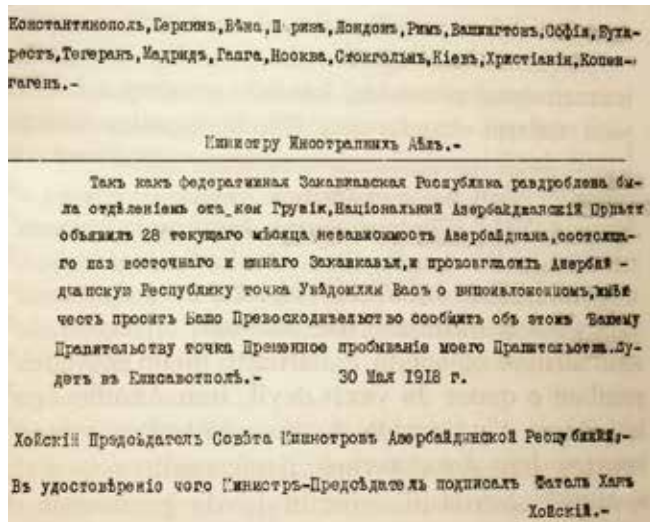


seul contrepoids au Soviet de Bakou, qui, en tant que bastion bolchevik-dachnak⁵, ayant pris le pouvoir par le biais de pogroms sanglants et massifs contre une population azérie pacifique. Un témoignage éloquent, du poids politique et du prestige de Fatali Khan Khoyski, est la dépêche du président du Conseil des commissaires



Timbre-poste de la République démocratique d'Azerbaïdjan émis à l'initiative de Fatali Khan Khoyski en 1919

Télégramme de F. Khoyski à divers pays du monde concernant la création de la République d'Azerbaïdjan



du peuple de Bakou, Stepan Chahoumian⁶, envoyée à Lénine en mars 1918, dans laquelle il exprimait son intention de mener un combat armé « contre les traîtres Khoyski » (3, p. 79).

Une autre page marquante de la biographie politique de Fatali Khan Khoyski est son activité en tant que membre de la faction musulmane du Sejm⁷. Cet organe représentait l'un des échelons de transition entre l'effondrement de l'Empire russe et la création de républiques indépendantes dans le Caucase. Lors des débats sur l'indépendance de la région, Khoyski analysa la position de la faction du parti Mūsavat⁸ ainsi que celle des députés sans étiquette, déclarant que la proclamation de l'indépendance constituait la seule voie raisonnable pour sortir de la crise (1, p. 97). Lorsque le Sejm décida de former une commission mixte composée de musulmans transcaucasiens et de montagnards du Caucase du Nord, Khoyski fut l'un des trois Azerbaïdjanais désignés pour y siéger (4, p. 76).

En avril 1918, les travaux du Sejm furent **marqués par les massacres de la population azérie perpétrés à Bakou par l'alliance bolchevik-dachnak**. Le 7 avril, les factions musulmanes convoquèrent une réunion d'urgence suite à une dépêche annonçant la défaite de l'unité du colonel Magalov⁹ à la gare de Hadjigabul¹⁰. Dans son intervention, Khoyski proposa plusieurs mesures concrètes et **souleva la question de la possibilité de proclamer l'indépendance du Caucase oriental** (4, p. 91). Tout au long de sa participation au Sejm transcaucasien, Khoyski se montra un homme politique déterminé, pragmatique et réaliste. Il rejetait

toute forme d'indécision ou de tergiversation, à l'opposé du comportement changeant des mencheviks¹¹.

Le 26 avril fut formé le premier gouvernement de la République fédérative indépendante de Transcaucasie¹². Fatali Khan Khoyski y fut nommé ministre de l'Éducation publique. Bien que son mandat ait été de courte durée, **il proposa déjà à cette époque la création à Bakou d'une université de type européen**. Le premier recteur de l'Université d'Azerbaïdjan, le professeur V. I. Razoumovski¹³, se souvenait : « *Le Caucase s'est séparé de la Russie pour devenir la République de Transcaucasie. Un gouvernement mixte fut organisé, composé de Géorgiens, d'Arméniens et de Turcs. Le ministre de l'Éducation publique était un Bakinois, Khan Khoyski. Nous avons proposé à ce gouvernement de profiter de notre travail d'organisation de l'université russe à Tiflis. Le ministre (Khan Khoyski) nous a écoutés, a approuvé la création d'une université russe dans le Caucase, mais a ajouté : « Pourquoi à Tiflis ? Il y a déjà un institut polytechnique et maintenant une université géorgienne. Ne serait-il pas plus judicieux d'ouvrir l'université à Bakou ? » Il a pris notre lettre pour examen et a promis d'en informer le Conseil des ministres.* » (2, vol. 1, p. 200-201).

Cependant, le gouvernement transcaucasien n'eut pas le temps de traiter cette question. Le 6 mai, lors d'une réunion de la faction musulmane, la situation aggravée dans les *gubernia*¹⁴ de Bakou et d'Elisavetpol fut abordée. Khoyski y participa non seulement en tant que membre du Sejm, mais aussi comme représentant du Conseil central musulman transcaucasien, et **fit une déclaration solennelle. Il qualifia les conditions avancées par la faction « dachnak » au sujet de Bakou de « propositions insolentes », et proposa en retour les mesures suivantes** : « *transférer le pouvoir à Bakou aux musulmans, y introduire des unités militaires musulmanes pour protéger ce pouvoir, et désarmer puis évacuer les forces armées arméniennes.* »

Au cours de la dernière semaine de mai, des réunions des factions musulmanes du Sejm transcaucasien et des conseils nationaux furent organisées. Fatali Khan Khoyski y joua un rôle central, se distinguant par son activité et sa fermeté, il participa directement à la prise de décisions cruciales pour le destin du peuple azerbaïdjanais. Il fut chargé de mener des négociations avec la direction du Sejm sur ces questions décisives. Le 25 mai, Khoyski présida la séance du soir de la faction musulmane, au cours de laquelle il devait s'entretenir avec le président du Sejm, Nicolas Tcheidze¹⁴, à propos de l'ordre du jour de la session du lendemain.

Khoyski (assis à gauche) avec un groupe de députés de la Deuxième Douma d'État de l'Empire russe

Il déclara à Tcheidze et aux autres leaders géorgiens que, **si la Géorgie proclamait son indépendance, les Azerbaïdjanais prendraient une mesure similaire** (4, p. 113). Il s'agissait de la dernière réunion de la faction musulmane au sein du Sejm transcaucasien. **Le 27 mai, lors d'une session extraordinaire, les députés azerbaïdjanais se déclarèrent membres du Conseil national provisoire d'Azerbaïdjan et élurent à l'unanimité Fatali Khan Khoyski en tant que président.** Il est important de noter que Khoyski adoptait une position modérée en ce qui concerne l'indépendance. Il estimait qu'il était nécessaire d'abord de préparer le terrain au niveau international.

Après de longs débats, les membres du Conseil proclamèrent l'Acte d'indépendance et chargèrent Khoyski de former le gouvernement. Une heure plus tard à peine, il présenta son rapport sur la formation du cabinet. Au total, **Khoyski dirigea trois cabinets ministériels de la République Démocratique d'Azerbaïdjan (ADR)**, apportant une contribution significative à l'histoire de ce premier État démocratique de type moderne dans le monde musulman oriental. Le premier de ces cabinets, dans lequel il occupait également le poste de ministre des Affaires intérieures, dut fonctionner dans des conditions extrêmes : la majeure partie du territoire était occupée, il n'existait ni armée, ni système financier, ni capitale. Même envoyer un télégramme annonçant l'indépendance de l'Azerbaïdjan depuis Tiflis s'avéra impossible. Khoyski transmet alors les textes russe et fran-

çais de la déclaration à Batoumi (Géorgie) au ministre des Affaires étrangères M. Hadjinski¹⁵, avec mission de les diffuser par radio à Istanbul et dans d'autres capitales (5, fonds 970, p. 1, doc. 4, p. 1-2). Le 30 mai, en tant que président du Conseil des ministres, Khoyski envoya un radiotélégramme aux principales capitales du monde annonçant la proclamation de l'indépendance de l'Azerbaïdjan.

Le transfert du gouvernement de la jeune république de Tiflis à Gandja se déroula dans un contexte de crise aiguë. Le 17 juin, lors d'une session à huis clos du Conseil national, Fatali Khan Khoyski annonça la démission de son cabinet. Cependant, les membres du Conseil lui demandèrent de former un nouveau gouvernement. Dans ce deuxième gouvernement de la République Démocratique d'Azerbaïdjan, Khoyski occupa à nouveau deux postes clés : président du Conseil des ministres et ministre de la Justice. À ce sujet, le grand compositeur et publiciste azerbaïdjanais, **Uzeyir Hadjibeyli**, écrivait : « *Son Excellence Fatali Khan, en tant que premier Premier ministre du tout jeune État azerbaïdjanais, a occupé une place importante dans l'histoire du pays. Il a comparé la situation de ce nouvel État à un frêle esquif fait de planches disparates, voguant sur une mer agitée, risquant à chaque instant de s'écraser contre les rochers, ne comptant que sur l'art et l'expérience du pilote... La lourde tâche de faire naviguer cette embarcation fragile à travers les tempêtes jusqu'au rivage du salut fut assumée par Son Excellence Fatali Khan, qui y a montré une grande habileté et une*

maîtrise remarquable. » (2, t. 2, p. 26) Il faut noter que, dans les faits, le gouvernement concentra à la fois les pouvoirs exécutif et législatif, avec pour obligation de convoquer une Assemblée constituante dans un délai de six mois. Le cabinet dirigé par Khoyski fut contraint de s'occuper de questions extrêmement urgentes, tout en prenant des mesures stratégiques importantes. Ainsi, compte tenu de l'occupation de Bakou, la loi martiale a été déclarée dans le pays le 19 juin. Une loi sur le service militaire obligatoire fut adoptée, marquant le début de la construction d'une armée nationale. Parallèlement, la langue turcique (l'azéri) fut déclarée langue officielle ; les premiers pas furent faits pour restaurer les noms historiques ; une loi fut votée sur la nationalisation des établissements d'enseignement. **La décision du 15 juillet de créer une Commission d'enquête extraordinaire, chargée d'examiner les atrocités commises contre les populations musulmanes du Caucase pendant la Première Guerre mondiale,** fut également d'une importance cruciale. Dans un contexte de graves difficultés financières, Fatali Khan Khoyski, dans sa correspondance avec Mammad Amin Rasolzade (le président du Conseil national d'Azerbaïdjan alors à Istanbul), posa comme tâche urgente l'organisation de l'impression de billets de banque azéris en Turquie. Cette tâche fut résolue en un temps très court. Khoyski ne laissa de côté aucune question relative à la construction de l'État, **tout en mobilisant toutes ses forces pour résoudre la priorité absolue : la libération de Bakou de l'alliance bolcheviko-dachnak, incarnée par le Soviet de Bakou.** Parmi les initiatives majeures de son gouvernement figure également l'envoi à Istanbul, avec pleins pouvoirs, du diplomate éminent Alimardan Topchoubachov¹⁶, chargé de défendre les intérêts de l'ADR sur la scène internationale, et de représenter la République, si nécessaire, lors de la Conférence de paix de Paris, suite à la Première Guerre mondiale.

Il convient de souligner que Fatali Khan Khoyski adoptait **une position de principe intransigente sur toutes les questions touchant aux intérêts nationaux.** Ainsi, malgré les relations étroites et vitales avec l'Empire ottoman, traditionnellement considéré comme le plus proche allié, il protesta fermement contre l'ingérence des militaires turcs dans les affaires intérieures de l'Azerbaïdjan. Son attitude à l'égard du destin de la nation transparait clairement dans cette déclaration : « *Nous avons aussi le droit de vivre, et de vivre librement. Ni les véhicules blindés, ni les hydravions, ni les canonniers, ni les barbelés, ni les mines, ni aucun*

autre moyen technique, ni les Anglais et leurs auxiliaires, ni aucune autre force ne pourra arrêter le cours naturel de l'histoire. Malgré leur armée de cinquante mille hommes et leur équipement militaire, ils n'ont pas pu résister au coup porté par une petite force, et ont quitté Bakou ; une leçon éclatante pour ceux qui essaient de bâtir leur prospérité sur la douleur et le malheur d'autrui. » (2, t. 2, p. 26)

Après la libération de Bakou le 15 septembre 1918, rendue possible grâce aux efforts conjoints de l'Armée islamique du Caucase sous le commandement de Nouri Pacha¹⁷ et des troupes azerbaïdjanaises nouvellement formées, le gouvernement, désormais installé dans la capitale, reprit son travail avec une énergie renouvelée.

Cependant, la situation internationale a commencé à évoluer défavorablement. L'Empire ottoman, en tant que pays vaincu lors de la Première Guerre mondiale, fut contraint par les conditions de l'armistice de Moudros¹⁸ de retirer ses troupes du Caucase. L'Azerbaïdjan fut déclaré zone d'intérêt du Royaume-Uni, et un corps expéditionnaire britannique, sous le commandement du général Thomson, entra à Bakou. À ce moment critique, **grâce notamment à l'habileté diplomatique de Fatali Khan Khoyski, le gouvernement parvint à établir une coopération avec le commandement britannique, initialement peu favorable à l'égard de l'Azerbaïdjan.** Un certain nombre de mesures furent prises pour affirmer la légitimité du gouvernement sur la scène internationale, notamment l'envoi d'un télégramme au président américain Woodrow Wilson, sollicitant son aide pour la reconnaissance internationale de l'Azerbaïdjan.

Parallèlement, le gouvernement forma une commission pour préparer la convocation du Parlement. Le 9 novembre, sur la base du rapport de F. Khoyski, le drapeau national tricolore fut adopté, démontrant ainsi à tous que l'Azerbaïdjan n'était pas apparu comme un « résultat d'une intrigue turque ». Le Conseil national azerbaïdjanais reprit ses activités et, lors de sa séance du 16 novembre, F. Khoyski prononça un discours dépeignant la situation, et ajouta : « *Le gouvernement et nous sommes convaincus que, si difficile que soit l'indépendance à obtenir, et quels que soient le labeur et les sacrifices qu'elle exige, toutes les difficultés et tous les obstacles sont surmontables si nous unissons nos efforts.* » (4, p. 159)

Pour convoquer le Parlement, F. Khoyski mena des négociations actives avec le Comité national russe, le Conseil national arménien et le général Thomson. Il fit rapport des résultats lors des réunions du Conseil national azerbaïdjanais. Il proposa notamment de tenir

la première séance du Parlement le 7 décembre (4, p. 176). Évoquant une nouvelle rencontre avec le général Thomson, Fatali Khan Khoyski nota l'attitude positive du commandant britannique envers le gouvernement azerbaïdjanais et sa promesse de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du pays. Ainsi, Thomson, qui seulement un mois auparavant déclarait ouvertement ne pas reconnaître l'existence d'un pays nommé Azerbaïdjan, avait radicalement changé de position et, le 28 décembre, reconnu le gouvernement de F. Khoyski comme le seul organe local légitime du pouvoir en Azerbaïdjan.

À l'ouverture du Parlement, Fatali Khan Khoyski a présenté un rapport sur les travaux du gouvernement : « Pendant ces six mois où le gouvernement a dirigé, comme vous le voyez, beaucoup de choses ont été nouvellement organisées. Le pays ne connaissait rien d'autre que le chaos, il n'y avait même pas de police. C'est pourquoi nous avons accordé la plus grande attention à cette question. Maintenant, Dieu merci, dans tous les coins de l'Azerbaïdjan, même si ce n'est pas au niveau requis, nous avons une organisation capable de protéger la vie et les biens des gens. On peut dire tout et n'importe quoi à ce sujet, mais il faut prêter attention au contexte et jauger le gouvernement qui a accompli tout cela, et la période. Un gouvernement avec un passé, avec une force militaire, avec un trésor, ou bien un gouvernement sans argent ni armée, formé en quelques jours ? En prenant en considération ces éléments, vous comprendrez la charge de travail qu'il a fallu fournir. Les chemins de fer étaient démantelés, ne pouvaient fonctionner, il n'y avait pas de wagons, et le bien-être du pays en dépendait. C'est pourquoi le gouvernement y a consacré beaucoup de temps. Il est vrai que même maintenant, il manque beaucoup de choses qui pourraient et devraient être faites. Mais, quoi qu'il en soit, Dieu merci, les chemins de fer sont rétablis et fonctionnent toute l'année. Il n'y avait pas de télégraphe, il était impossible d'envoyer un document. Aujourd'hui, même si ce n'est pas entièrement, du moins dans de nombreux endroits, dans la mesure de nos moyens, la poste et le télégraphe sont ouverts, on peut envoyer une lettre ou un télégramme n'importe où. Une autre question importante : les finances. Sans elles, on ne peut rien faire. Le gouvernement s'est formé à une époque où l'on n'a même pas trouvé dix mille roubles pour envoyer aux représentants à Batoumi, et on a sollicité un prêt à Tiflis... Bien sûr, peu de choses ont été faites, une infime partie de la tâche qui nous incombe. Mais le grand malheur est que notre gouvernement s'est retrouvé impuissant, parce que les partis, agissant sous les slogans de liberté, de justice

et d'égalité, nous ont pris Bakou et nous ont laissés sans capitale, ils ont organisé un massacre de la population musulmane, les maîtres de la capitale, le cœur de l'Azerbaïdjan. Les dirigeants s'étaient dispersés, au Daghestan, en Iran, etc., il n'y avait pas dans la ville un homme fort pour les rassembler et faire quelque chose. Dans de telles conditions, pouvait-on accorder plus d'attention à d'autres questions ? (...) Je dois noter qu'à cette époque, il n'y avait ni écoles, ni institutions judiciaires, le gouvernement devait aussi s'en occuper. Sans institutions judiciaires, on ne peut gouverner le pays uniquement avec la police, ces institutions sont deux parties d'un tout. La nationalisation des écoles a commencé. Les écoles primaires et certaines classes ont été nationalisées. En outre, le gouvernement a prolongé dans la mesure de ses forces les institutions judiciaires hors service. Maintenant, Dieu merci, si ce n'est partout, du moins dans de nombreuses institutions judiciaires, des personnes connaissant le turc ont été nommées. Oui, nous n'avons pas encore pu accomplir beaucoup de choses, mais je peux dire hardiment qu'à côté des lacunes du gouvernement, son étoile directrice était le slogan : les droits, l'indépendance et la liberté de la nation. » Ensuite, F. Khoyski a transmis son message de félicitations (1, p. 118) : « Aujourd'hui est un grand jour, mémorable et béni pour l'Azerbaïdjan. Nous n'aurions même pas pu en rêver, cela ne nous serait pas venu à l'esprit. C'est le jour où vous avez obtenu un gouvernement autonome, et au nom du gouvernement, je vous félicite pour cette réjouissance, et nous sommes avec vous. » (1, p. 112)

Dans son discours devant les députés, F. Khoyski a présenté sa démission du poste de chef du gouvernement. Il a reçu une proposition officielle de former le gouvernement suivant (le troisième) qu'il a refusée. Mais le 18 décembre, le Parlement s'est à nouveau adressé à F. Khoyski (1, p. 45). Lors de la cinquième séance du Parlement, Fatali Khan Khoyski a prononcé un large discours programmatique sur les activités du futur cabinet. Il a réagi vivement aux demandes des députés de l'opposition, les qualifiant de « perfides » et de « croches-pieds » : « L'indépendance de l'Azerbaïdjan est sous une menace permanente. Sachez que les temps sont tels, que non seulement le calicot et le chintz pourraient disparaître, mais aussi, dans certaines circonstances, notre Azerbaïdjan lui-même. Nous pourrions perdre notre indépendance. » (1, p. 132-135) En guise de protestation, face aux critiques du gouvernement, F. Khoyski a démissionné en février 1919. Par la suite, il a poursuivi son activité politique en tant que député au Parlement. En novembre, F. Khoyski a dirigé la délégation azerbaïdjanaise à la conférence

pour le règlement des différends frontaliers avec l'Arménie. Peu après, **il est devenu ministre des Affaires étrangères dans un nouveau cabinet gouvernemental, formé le 22 décembre, et à ce poste, il a défendu avec intransigeance et une argumentation juridique complète les intérêts de l'Azerbaïdjan contre les notes au ton hautain et directif du commissaire du peuple aux Affaires étrangères de la Russie bolchevique, Tchitcherine**²⁰. C'est à cette période qu'a eu lieu un événement remarquable dans l'histoire de la construction de l'État azerbaïdjanais : sa reconnaissance à la Conférence de paix de Paris. Informant le Parlement à ce sujet, F. Khoyski a fait remarquer : *« Je me considère comme extrêmement heureux d'avoir été à la tête du gouvernement lors de la proclamation de l'indépendance, et qu'aujourd'hui je vous informe de sa reconnaissance. »*

Malheureusement, par une cruelle ironie du sort historique, la reconnaissance internationale de la République Démocratique d'Azerbaïdjan s'est avérée être annonciatrice de son effondrement. Dans la logique implacable des opérations sur la scène internationale, le premier État démocratique en Orient a cessé d'exister le 28 avril 1920, lorsque la XIe Armée rouge russe est entrée à Bakou. Après cela, Fatali Khan Khoyski a démenagé à Tiflis, où le 19 juin, il a été victime d'un terroriste arménien qui l'a assassiné. Il a été inhumé au cimetière musulman de Tiflis. Le nom de cet éminent homme d'État et homme politique, fils remarquable du peuple azerbaïdjanais, est entré à jamais dans l'histoire de l'Azerbaïdjan. ✨

Notes de la rédaction

1. Elisavetpol de 1804 à 1918, mais aussi Kirobad de 1935 à 1990, la ville s'est vue rebaptisée Gandja, son nom d'origine, quand l'Azerbaïdjan a déclaré son indépendance en 1991.
2. Connue dans l'Antiquité sous le nom d'Aléa (dans le royaume de Colchide), Koutaïssi est l'ancienne capitale du Royaume d'Iméréthie (à partir de 1455). Après avoir été annexée à l'Empire russe en 1810, elle sera de 1846 à 1918 la capitale du gouvernement de Koutaïssi. Aujourd'hui, elle est la 3e plus grande ville de Géorgie.
3. Tbilissi, capitale de la Géorgie et traditionnellement appelée Tiflis dans la plupart des langues jusqu'en 1935, doit son nom aux sources chaudes qui s'y trouvent.
4. Fondée en 1793 par les Cosaques de la mer Noire sur les rives du fleuve Kouban (dans le Nord-Caucase) sous le nom de Iekaterinodar, la ville fut rebaptisée Krasnodar en 1920 suite à la Révolution bolchevique (Révolution d'Octobre).
5. Dachnak : fédération révolutionnaire arménienne créée en 1890 à Tiflis qui se consacre à la reconnaissance du droit des Arméniens à vivre sur leurs territoires ancestraux, et suite au génocide arménien de 1915, la volonté de créer une « grande Arménie » entre la Russie et la Turquie. Aujourd'hui, le mouvement Dachnak subsiste, réseau national et transnational qui, dans ses idéaux fantasmatiques, navigue entre légalité et illégalité.
6. Stepan Chahoumian [1878-1918], révolutionnaire bolchevique arménien, surnommé « Lénine du Caucase ».
7. Le Sejm (ou Seim) est une assemblée parlementaire transcaucasienne, instaurée à Tiflis en novembre 1917, composée de 44 députés musulmans élus.
8. Le parti Mûsavat, est le plus ancien parti politique d'Azerbaïdjan, fondé en 1911 pour la défense des droits, la prospérité et l'unité politique des musulmans du Caucase, et plus largement des pays du monde turcique.
9. Le colonel Levan Luarsabovitch Magalov a commandé la division de cavalerie indigène du Caucase (connue sous le nom de Division sauvage) de l'armée impériale russe en 1917-1918.
10. Hadjigabul : aujourd'hui chef lieu du district éponyme, cette ville d'Azerbaïdjan se situe à environ 220 km au sud-ouest de Bakou.
11. Les mencheviks (« minoritaires ») était une faction rivale des bolcheviks (« majoritaires ») au sein du Parti ouvrier social démocrate russe. Modérés et prudents, les mencheviks étaient dirigés par Julius Martov [1873-1923], tandis que les bolcheviks, révolutionnaires et pragmatiques, l'étaient par Vladimir Lénine [1870-1924].
12. République démocratique fédérative de Transcaucasie (RDFT), également connue sous l'appellation Fédération transcaucasienne, est une fédération éphémère ayant existé en avril-mai 1918.
13. Vassili Ivanovitch Razoumovski [1857-1935], chirurgien russe, docteur en médecine, a été nommé, par décret du 8 septembre 1919, recteur de la Faculté de médecine de Bakou.
14. Gubernia : subdivision administrative régentée par un gouverneur dans l'Empire russe de 1721 à 1917.

15. Nicolas Tcheidze [1864-1926] : homme politique géorgien ayant participé à la création du Parti ouvrier social-démocrate de Géorgie (1893) qui fusionna avec le POSDR russe (menchevik). Après la révolution russe de 1917, il est élu président de l'Assemblée provisoire de Transcaucasie, puis de l'Assemblée provisoire de la Géorgie indépendante (1918) et, enfin, de son Parlement (1919). Il conduit la délégation géorgienne à la Conférence de la paix. En 1921, après l'invasion de la République géorgienne par la Russie soviétique, il s'exile en France où il se suicide en juin 1926 (il est enterré au Cimetière du Père-Lachaise).
16. Mammad Hassan Hadjinski [1875-1931], architecte et homme d'État azerbaïdjanais (de l'ADR) ayant occupé les postes de ministre des Affaires étrangères, ministre des Finances ou encore ministre des Affaires intérieures. Peu de temps avant l'occupation par l'Armée rouge et la perte d'indépendance (28 avril 1920), il s'était vu confier la formation d'un nouveau cabinet (au 1er avril 1920).
17. Alimardan bey Toptchoubachov [1862-1934]. Présent dès le 2e gouvernement mis en place par Khoyski (le 17 juin 1918), très vite il fut mandaté diplomate pour représenter l'ADR, dans un premier temps à Istanbul, puis à Paris en prenant la tête de la délégation de l'ADR à la Conférence de paix de Paris. Les efforts exceptionnels qu'il déploya pour faire reconnaître l'Azerbaïdjan portèrent leurs fruits le 11 janvier 1920, le Conseil suprême et les États alliés annoncèrent la reconnaissance de facto de l'Azerbaïdjan.
18. Nouri Pacha [1889-1949], général de l'armée ottomane qui a dirigé la coalition militaire de l'Empire ottoman et de l'Azerbaïdjan pour reprendre le contrôle de la Transcaucasie et des champs pétrolifères de Bakou sous le joug des forces soviétiques, puis des anglo arméniens. La bataille de Bakou, qui s'est déroulée de juin à septembre 1918, a mis un terme à la campagne du Caucase (1914-1918).
19. Armistice de Moudros (île de Lemnos, Grèce), conclu le 30 octobre 1918 à l'issue de la Première Guerre mondiale entre l'Empire ottoman et les Alliés (représentés par l'amiral britannique Somerset Gough-Calthorpe).
20. Gueorgui Tchitcherine [1872-1936] : éminent représentant de l'intelligentsia russe, il est l'une des premières figures importantes de la diplomatie

Plaque commémorative sur la maison de Fətəli Xan Xoyski à Bakou



soviétique, occupant le poste de commissaire du peuple aux affaires étrangères de 1918 à 1930.

Références

1. Fətəli Xan Xoyski. Həyat və fəaliyyəti (sənəd və materiallar). Bakı, 1998 – [Fətəli Xan Xoyski. Vie et activités (documents et matériaux). Bakou, 1998]
2. Azərbaycan Xalq Cümhuriyyəti ensiklopediyası. İki cildə. Bakı, 2005 – [Encyclopédie de la République démocratique d'Azerbaïdjan. En deux volumes. Bakou, 2005]
3. Степан Шаумян. Письма. 1896-1918. Ереван, 1959 – [Stepan Shahumyan. Lettres. 1896-1918. Erevan, 1959]
4. Zaqafqaziya Seyminin Müsəlman fraksiyası və Azərbaycan Milli Şurası iclaslarının protokolları. 1918-ci il. Bakı, 2006 – [Comptes rendus des réunions de la faction musulmane du Sejm transcaucasien et du Conseil national azerbaïdjanais. 1918. Bakou, 2006]
5. Azərbaycan Respublikası Dövlət Arxivi – [Archives d'État de la République d'Azerbaïdjan]